

INTRODUCTION A LA MACROECONOMIE

TD n° 6 - La fonction de consommation

Références

Document 1 : R.Bigot (2009), « Les classes moyennes sous pression ; Consommation et mode de vie », *Credoc*, mars 2009.

Document 2 : A. Bayet, C. Chambaz, Y Guégano et J.M Hourriez, (1991), Les choix de consommation des ménages : une question de revenu avant tout, *Economie et Statistiques*, n 248, novembre.

PARTIE 1 - EXERCICES

Exercice 1 -

- a- Vous présenterez les divers éléments qui composent la fonction de consommation keynésienne notée $C = c.Y + C^{\circ}$.
- b- Vous définirez les notions de propension moyenne à consommer et de propension marginale à consommer. Vous donnerez leurs expressions.
- c- Quelles sont les hypothèses généralement formulées concernant les propensions moyenne et marginale à consommer ? Que nous indique la « loi psychologique fondamentale » ?

Exercice 2 -

- a- Pour $c= 0.8$ et $C^{\circ} = 10$, vous écrirez l'expression de la fonction de consommation puis, vous donnerez, pour un revenu de $Y = 100$, la valeur de consommation, de la propension moyenne à consommer, de l'épargne et de la propension moyenne à épargner.
- b- Vous déduirez de la fonction de consommation l'expression de la fonction d'épargne.

Exercice 3 -

- a- On distingue deux catégories de consommateurs dont les fonctions de consommation sont représentées par les expressions suivantes :

Consommateurs de la catégorie 1 : $C = 0.90 Y + 6$

Consommateurs de la catégorie 2 : $C = 0.30 Y + 6$

Vous calculerez, en utilisant les expressions des fonctions de consommation, les niveaux de consommation des deux catégories de ménages en utilisant les données de revenus suivants :

Consommateur Catégorie 1	Consommateur Catégorie 2
0	0
60	60
80	80
100	100

- b- Que peut-on dire sur le comportement de consommation et d'épargne de ces deux catégories de consommateurs ?

Exercice 4 -

Soit, pour les ménages français cadres, les niveaux de revenu et de consommation annuels suivants (exprimés en euros):

ANNEES	CONSOMMATION	REVENU
2008	45000	50000
2009	45800	51000
2010	46600	52000
2011	47400	53000
2012	48200	54000
2013	49000	55000

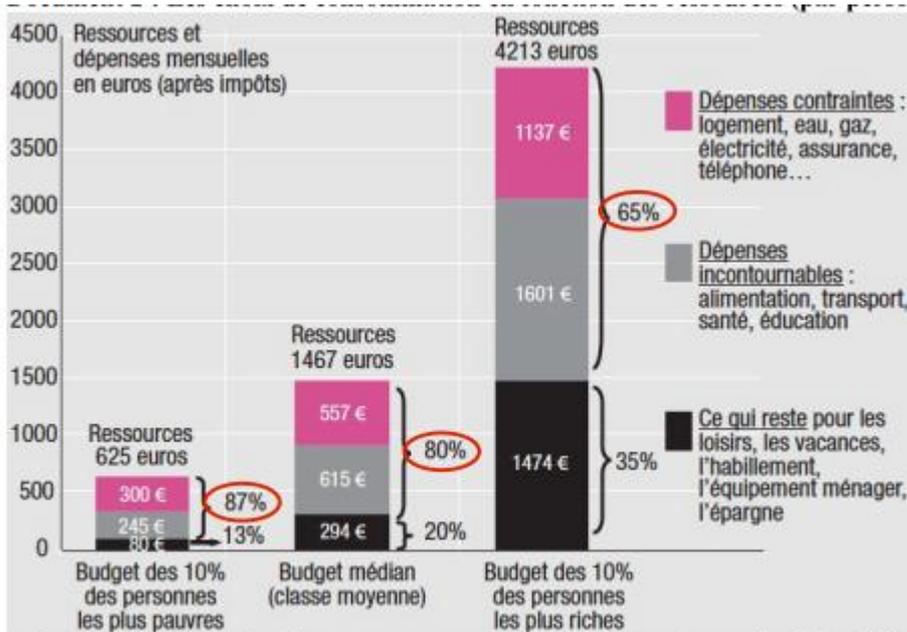
- a- Vous calculerez pour les différentes années les niveaux de propension moyenne et de propension marginale à consommer des ménages.
b- Vous calculerez pour les différentes années les niveaux d'épargne, les propensions moyennes et marginales à épargner. Commentez.

PARTIE 2 -DISCUSSION

En vous aidant du document joint vous proposerez une discussion sur le thème :

La structure des dépenses de consommation dépend-t-elle seulement du revenu ?

Document 1 : Les choix de consommation en fonction des ressources par personne et par mois en 2009 en euros



Source : Régis Bigot, « Les classes moyennes sous pression », *Consommation et modes de vie*, Crédoc, n°219, mars 2009.

Document 2 : Le choix de consommation des ménages : une question de revenu avant tous

Les choix de consommation des ménages : une question de revenu avant tout

A. Bayet,
C. Chambaz,
Y. Guegano
et
J.M. Hourriez*

Les dépenses des ménages sont généralement regroupées selon leur fonction : logement, transport, santé, etc. Elles sont ici rassemblées suivant les caractéristiques des ménages qui les effectuent (catégorie socio-professionnelle, revenu, âge, etc.). On peut ainsi distinguer les dépenses de luxe de l’approvisionnement quotidien, ou les dépenses rurales des achats urbains.

Sur cette base, le revenu est l’élément le plus déterminant des choix en matière de consommation. Si ses ressources s’élèvent, un ménage consomme nettement plus de produits de luxe, et dépense bien davantage pour accéder à la propriété, mais n’augmente guère ses dépenses d’alimentation et d’entretien courant.

Second déterminant des choix de consommation, l’extension du ménage engendre de nouvelles dépenses (pour les enfants), et modifie la répartition du budget (on loue moins souvent son logement, on dépense moins en loisirs et plus en alimentaire). De même, la consommation est assez sensible au degré d’urbanisation, opposant deux modes de vie extrêmes : d’un côté le rural, de l’autre le parisien, qui privilégie les dépenses de loisirs, de transport, et la location de la résidence principale.

A ces facteurs dominants s’ajoute l’influence limitée de la catégorie socio-professionnelle et celle, très faible, du diplôme. Sans nier l’existence de “dépenses de différenciation sociale”, l’influence du milieu social sur la consommation se résume essentiellement à celle du revenu : si un cadre et un ouvrier ont des structures de consommation différentes, c’est davantage à cause de leur écart de revenu, que de leurs professions distinctes.

* Alain Bayet fait partie de l’ENS4E, Christine Chambaz du Crédit Agricole, Yves Guegano de la Direction de la Prévision, et Jean-Michel Hourriez de la Division Conditions de Vie de l’INSEE.

Cette étude a été réalisée à partir du rapport d’un groupe de travail de l’ENS4E [2].

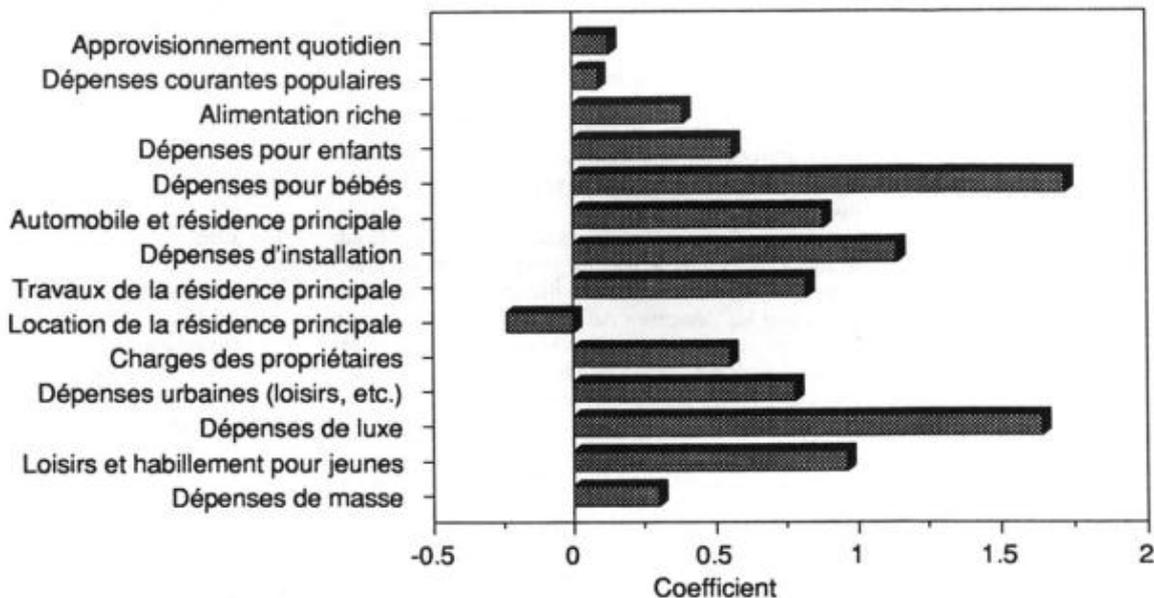
Comment sont déterminés les choix des ménages en matière de consommation ? De quoi dépendent leurs préférences ? Pourquoi les dépenses d’un ménage diffèrent-elles de celles d’un autre ?

Il s’agit là de questions complexes. Les dépenses d’un ménage sont extrêmement variées : achat d’un kilo de sucre, d’une place de cinéma ou d’un timbre, paiement d’un loyer, d’une facture d’électricité ou d’une assurance automobile, etc. Les enquêtes “Budget de famille” de l’INSEE distinguent

environ 500 postes de dépenses allant des achats élémentaires de la vie quotidienne aux frais les plus exceptionnels (une cure thermique, un enterrement, etc.) (1). La décision du ménage concerne entre

1. Ces dépenses correspondent à l’ensemble des dépenses enregistrées dans les enquêtes : elles comprennent non seulement les consommations au sens de la comptabilité nationale (achats de biens et services), mais également les remboursements d’emprunts, les dons ou aides versées (pensions alimentaires, argent de poche, etc.), les impôts et taxes directes, et les cotisations volontaires.

Graphique I
Influence du revenu selon les groupes de dépenses



Lecture : le coefficient indiqué pour chaque groupe correspond au rapport entre les consommations des ménages les plus riches (revenu > 18 000 francs par mois en 1985) et celles des ménages de revenu moyen (6 800 francs par mois), exprimé en logarithme, toutes choses égales par ailleurs (c'est à dire à catégorie socio-professionnelle, catégorie de commune, type de ménage et diplôme identiques).

L'influence de la profession est limitée

Au-delà de l'action du revenu, qui est prééminente, quel est l'effet de la catégorie socio-professionnelle ?

Tout d'abord, cet effet oppose par leurs habitudes de consommation les ouvriers et les agriculteurs d'un côté, les cadres supérieurs et les professions libérales de l'autre. Cette opposition est patente pour les *dépenses de luxe* que l'on pourrait qualifier de "dépenses de catégories aisées" : à revenu égal, les enseignants, les cadres et les professions libérales sont davantage concernés que les agriculteurs, les ouvriers et, dans une moindre mesure, les employés, par les dépenses liées à une résidence secondaire, les frais d'assurance, les services domestiques ou les frais de taxi. Toutefois, l'influence de la catégorie socio-professionnelle sur le montant des *dépenses de luxe* reste moins marquée que celle du revenu. La hiérarchie sociale marque aussi les dépenses rurales et les *dépenses courantes populaires* : les agriculteurs et les ouvriers consomment davantage de viandes surgelées, d'apéritifs anisés ou de conserves de fruits.

Toutefois, l'influence de la catégorie socio-professionnelle ne se réduit pas à l'opposition entre classes aisées et classes populaires. Ainsi, le groupe des *charges des propriétaires* est influencé par l'exercice de l'activité socio-professionnelle, cet effet l'emporte même sur celui du revenu. On

trouve en effet davantage de propriétaires de leur logement parmi les membres des professions libérales, les artisans, les commerçants, ainsi que parmi les cadres du privé et les agriculteurs exploitants : lorsque domicile et lieu de travail sont confondus, il est plus fréquent d'avoir affaire à des propriétaires de leur logement (comme de leur outil de travail). Les ouvriers et les employés sont, quant à eux, à la fois davantage locataires et plus concernés par l'habitat collectif, d'où des dépenses plus importantes en *location de la résidence principale*.

Par ailleurs, l'activité professionnelle est déterminante pour les dépenses de garde d'enfants ce qui permet de comprendre pourquoi les enseignants, les agriculteurs et les membres des professions libérales, davantage présents à leur domicile, sont moins concernés par les *dépenses pour bébés*.

Enfin, les cadres du privé se distinguent des cadres du public dans le domaine des *dépenses urbaines de loisirs, d'habillement, et de transport* et celui des *articles de loisirs et habillement pour jeunes*. Les cadres du privé dépensent davantage en habillement et investissent plus en téléphone, en revues, en photos, en articles de fantaisie ou autres accessoires.

Les diplômés comptent peu

Les diplômés de l'enseignement supérieur ont davantage de dépenses de loisirs et d'habillement que la moyenne, tandis que les diplômés de l'enseignement technique ou professionnel sont davantage concernés par les travaux du logement. Mais au total, le diplôme joue un rôle très secondaire dans les choix de consommation et a peu d'importance en tant que facteur explicatif autonome. Il intervient surtout de manière indirecte à travers la catégorie socio-professionnelle et le revenu.

L'extension du ménage : de nouveaux besoins à satisfaire

Pour mesurer l'influence de la taille d'un ménage sur ses choix de consommation, on utilise couramment l'échelle d'Oxford selon laquelle un enfant supplémentaire dans un ménage consomme deux fois moins qu'un adulte isolé (encadré p.26). En fait, seules les dépenses alimentaires suivent d'assez près ce schéma (voir le tableau en encadré p.26). Les dépenses pour enfants et les dépenses pour bébés sont évidemment très influencées par l'extension du ménage. Les autres dépenses y sont au contraire peu sensibles. Certaines mêmes diminuent avec la taille du ménage. Ainsi, la présence d'enfants dans le ménage conduit à réduire les dépenses liées aux loisirs (articles de loisirs et habillement pour jeunes, et dépenses urbaines de loisirs, d'habillement et de transport), tandis que

l'arrivée du premier enfant entraîne une hausse importante des dépenses liées à l'acquisition de la résidence principale et des charges des propriétaires, ceci laissant supposer une relation étroite entre l'extension du ménage et son accès à la propriété.

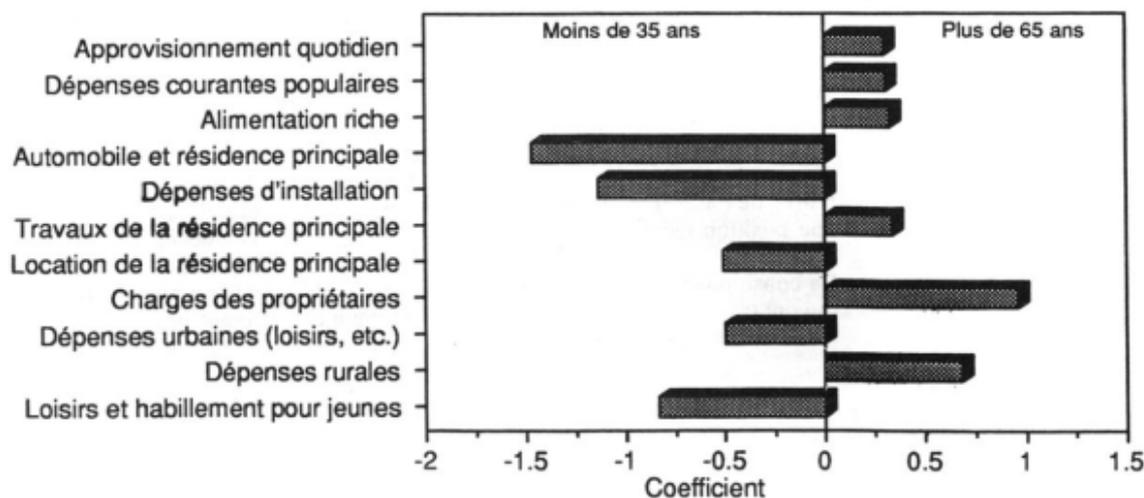
Les choix de consommation suivent un cycle de vie

L'influence de l'âge du chef de famille se manifeste essentiellement à travers l'évolution du statut d'occupation du logement au cours de la vie (graphique III). Les jeunes (8) ont davantage de dépenses liées à la location de la résidence principale, mais aussi plus de charges liées à l'acquisition de la résidence principale (remboursement de prêts). Les jeunes couples dépensent davantage pour équiper leur logement, l'achat de biens mobiliers précédant généralement celui de biens immobiliers. Les ménages plus âgés, enfin, supportent davantage les charges des propriétaires.

Par ailleurs, les dépenses de loisirs comme le cinéma, les disques, les vacances, et les dépenses d'habillement sont plutôt des dépenses de ménages jeunes ou de couples plus âgés avec enfants adolescents, tandis que les dépenses de luxe sont surtout le fait de personnes d'âge moyen, entre 35 et 65 ans, déjà installées.

8. On parle ici de ménages "jeunes" lorsque l'âge de la personne de référence est inférieur à 35 ans et de ménages "âgés" lorsqu'il est supérieur à 65 ans.

Graphique III
Influence de l'âge selon les groupes de dépenses



Lecture : le coefficient indiqué pour chaque groupe correspond au rapport entre les consommations des ménages de plus de 65 ans et celles des ménages de moins de 35 ans, exprimé en logarithme, toutes choses égales par ailleurs. On distingue ainsi les dépenses de "jeunes" (coefficient négatif) des dépenses de ménages âgés (coefficient positif).

Le groupe des dépenses de luxe et celui des dépenses de masse se distinguent par une consommation plus importante des ménages dont le chef est âgé de 35 à 65 ans et ne se caractérisent alors pas par une distinction "jeunes-vieux" ; quant aux groupes des dépenses pour bébés et pour enfants, ils sont manifestement des dépenses de jeunes ménages mais l'échantillon de familles sur lequel repose notre indicateur (personnes seules et ménages sans enfants) est inadapté à ces deux groupes. Pour ces raisons, les agrégats E1, E2, S1 et X ne figurent pas sur le graphique.

Tableau 1
Influence de la commune de résidence selon les groupes de dépenses

Influence...	Groupes de dépenses plutôt urbaines	Groupes de dépenses plutôt rurales
...importante	- Location de la résidence principale	- Dépenses rurales
...assez importante	- Dépenses urbaines de loisirs, d'habillement et de transport	- Travaux de la résidence principale
...moyenne	- Dépenses de luxe - Dépenses pour bébés	- Utilisation de l'automobile et acquisition de la résidence principale - Charges des propriétaires
...faible	- Alimentation riche - Dépenses pour enfants - Dépenses de masse	- Approvisionnement quotidien - Dépenses courantes populaires - Dépenses d'installation

Consommation urbaine, consommation rurale

La situation géographique du ménage peut influencer ses habitudes de consommation de multiples manières : l'offre de biens et services dépend de l'environnement (transports en commun, spectacles parisiens, etc.) ; certaines dépenses sont plus indispensables dans certaines zones (le chauffage dans le Nord, par exemple) ; enfin, les préférences peuvent différer d'une zone à l'autre (habitudes alimentaires régionales, style de vie citadin, etc.). Ces effets sont appréhendés ici par le degré d'urbanisation qui intègre à la fois les oppositions urbain-rural et Paris-province : il permet de distinguer le monde rural, les petites villes, les grandes villes de province, la banlieue parisienne, et Paris intramuros. La plupart des groupes de dépenses sont sensibles à cet indicateur. En général, la consommation de chaque groupe connaît une évolution régulière (croissante ou non) en fonction du degré d'urbanisation. On voit ainsi s'opposer deux modes de vie extrêmes (le rural d'un côté, Paris intramuros de l'autre), où les villes moyennes occupent une position médiane (tableau 1).

La consommation rurale comprend : les dépenses qui ont trait à la possession, l'entretien et l'équipement du logement (remboursement de prêts, ins-

tallation, chauffage, travaux, taxes foncières, etc.) ; les *dépenses courantes populaires* ; les frais liés à la possession d'une automobile (les taux d'équipement en véhicules sont en effet plus faibles à Paris) ; enfin, les *dépenses rurales* (gros surgelés, vêtements de travail, énergie primaire, etc.).

La consommation urbaine rassemble : les dépenses liées à la *location de la résidence principale* et à l'habitat collectif, conséquence de loyers plus chers et de la part importante de locataires et d'appartements dans les villes ; les *dépenses urbaines de loisirs, d'habillement et de transport*, les *dépenses de luxe*, et l'*alimentation riche* ; enfin, les dépenses relatives aux enfants, et plus particulièrement aux bébés. Sur ce dernier point, on peut remarquer qu'à nombre égal d'enfants le ménage citadin dépense plus pour ses enfants, en particulier du fait du poids important des gardes d'enfants (les Parisiens ont à la fois davantage recours à ces services, puisqu'ils sortent davantage, et les paient vraisemblablement plus cher qu'en province). D'ailleurs, si l'*alimentation riche* est plutôt "citadine", sans être spécifiquement parisienne, certaines dépenses opposent la province à Paris : les *dépenses courantes populaires* ou les dépenses liées à la possession et à l'équipement du logement diffèrent peu entre les villes moyennes et les petites communes. □